

No. 57133*

**Germany
and
Guinea**

Agreement between the Federal Republic of Germany and the Republic of Guinea on the mutual promotion and protection of investments. Berlin, 8 November 2006

Entry into force: *14 August 2014, in accordance with article 13(1)*

Authentic texts: *French and German*

Registration with the Secretariat of the United Nations: *Germany, 22 March 2022*

**No UNTS volume number has yet been determined for this record. The Text(s) reproduced below, if attached, are the authentic texts of the agreement /action attachment as submitted for registration and publication to the Secretariat. For ease of reference they were sequentially paginated. Translations, if attached, are not final and are provided for information only.*

**Allemagne
et
Guinée**

Accord entre la République fédérale d'Allemagne et la République de Guinée relatif à la promotion et à la protection mutuelles des investissements. Berlin, 8 novembre 2006

Entrée en vigueur : *14 août 2014, conformément au paragraphe 1 de l'article 13*

Textes authentiques : *français et allemand*

Enregistrement auprès du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies : *Allemagne, 22 mars 2022*

**Aucun numéro de volume n'a encore été attribué à ce dossier. Les textes disponibles qui sont reproduits ci-dessous sont les textes originaux de l'accord ou de l'action tels que soumis pour enregistrement. Par souci de clarté, leurs pages ont été numérotées. Les traductions qui accompagnent ces textes ne sont pas définitives et sont fournies uniquement à titre d'information.*

[FRENCH TEXT – TEXTE FRANÇAIS]

Accord

entre

la République fédérale d'Allemagne

et

la République de Guinée

relatif à

la promotion et à la protection mutuelles des investissements

La République fédérale d'Allemagne
et
la République de Guinée,
ci-après dénommées "les États contractants",

désireuses d'approfondir la coopération économique et industrielle entre les deux États,

soucieuses de créer des conditions favorables aux investissements des investisseurs de l'un des deux États sur le territoire de l'autre,

reconnaissant que la promotion et la protection contractuelle de ces investissements sont susceptibles de stimuler l'initiative économique privée et d'augmenter la prospérité des deux peuples,

sont convenues de ce qui suit:

Article 1^{er}
Définitions

Aux fins du présent Accord:

1. le terme "investissements" comprend toutes les catégories de biens, notamment mais pas exclusivement:
 - a) la propriété de biens meubles et immeubles ainsi que tous autres droits réels tels qu'hypothèques et droits de gage;
 - b) les droits de participation à des sociétés et autres formes de participation à des sociétés;
 - c) les créances relatives à des capitaux qui ont été utilisés pour créer une valeur économique ou les créances relatives à des prestations présentant une valeur économique;
 - d) les droits de propriété intellectuelle et industrielle, notamment les droits d'auteur, brevets, modèles d'utilité, dessins et modèles industriels, marques, noms commerciaux, secrets d'entreprise et d'affaires, procédés techniques, le savoir-faire et le survaloir;
 - e) les concessions de droit public, y compris les concessions de prospection et d'exploitation.

Les modifications de la forme sous laquelle les biens sont investis n'affectent pas leur qualité d'investissement;

2. le terme "revenus" désigne les montants versés pour une période déterminée au titre d'un investissement, tels que les bénéfices, dividendes, intérêts, droits de licence ou autres rémunérations;
3. le terme "investisseur" désigne les personnes suivantes de l'un des États contractants qui dans le cadre du présent Accord effectuent des investissements sur le territoire de l'autre État:

a) personnes physiques:

- en ce qui concerne la République de Guinée, des Guinéens au sens de la Loi fondamentale de la République de Guinée,
- en ce qui concerne la République fédérale d'Allemagne, des Allemands au sens de la Loi fondamentale de la République fédérale d'Allemagne;

b) personnes morales ainsi que les sociétés de commerce ou autres sociétés ou associations, avec ou sans personnalité juridique, ayant leur siège sur le territoire de l'un des États contractants respectifs, indépendamment de la question de savoir si leur activité a un but lucratif ou non.

Sans préjudice d'autres méthodes de détermination de la nationalité, est considérée notamment comme ressortissant d'un État contractant toute personne titulaire d'un passeport national délivré par les autorités compétentes de l'État contractant en question.

4. Le terme "territoire" désigne le territoire national de chaque État contractant y compris les eaux territoriales ainsi que la zone économique exclusive et le plateau continental dans la mesure où le droit international autorise chaque État contractant à exercer dans ces territoires des droits ou pouvoirs de souveraineté, en particulier en vue de l'exploration, l'exploitation et la conservation des ressources naturelles.

Article 2

Promotion et protection des investissements

(1) Chaque État contractant encourage dans la mesure du possible les investissements des investisseurs de l'autre État contractant sur son territoire et admet ces investissements en conformité avec sa législation.

(2) Dans chaque cas, chaque État contractant traite les investissements des investisseurs de l'autre État contractant de façon juste et équitable, et leur accorde la pleine protection prévue par le présent Accord.

(3) Aucun des États contractants ne doit entraver, moyennant des mesures arbitraires ou discriminatoires, l'administration, le maintien, l'usage, la jouissance ou la disposition des investissements des investisseurs de l'autre État contractant sur son territoire.

(4) Les revenus de l'investissement et, en cas de réinvestissement, les revenus de leur réinvestissement jouissent de la même protection que l'investissement.

Article 3

Traitement national et traitement de la nation la plus favorisée

(1) Aucun des États contractants ne soumet, sur son territoire, les investissements dont des investisseurs de l'autre État contractant sont propriétaires ou qui sont soumis à leur influence, à un traitement moins favorable que celui accordé aux investissements de ses propres investisseurs ou de ceux d'États tiers.

(2) Aucun des États contractants ne soumet, sur son territoire, les investisseurs de l'autre État contractant, en ce qui concerne l'activité qu'ils exercent en relation avec des investissements, à un traitement moins favorable que celui accordé à ses propres investisseurs ou à ceux d'États tiers. Les mesures prises pour des raisons de sécurité, d'ordre et de santé publics ou de moralité ne sont pas considérées comme "traitement moins favorable" au sens du présent article.

(3) Ce traitement ne s'étend pas aux privilèges consentis par un État contractant aux investisseurs d'États tiers en raison de son appartenance ou de son association à une union douanière ou économique, un marché commun ou une zone de libre échange.

(4) Le traitement accordé par le présent article ne s'étend pas aux avantages accordés par un État contractant aux investisseurs d'États tiers en vertu d'un accord sur la double imposition ou de tout autre arrangement dans le domaine fiscal.

(5) Les dispositions du présent article n'obligent pas un État contractant à étendre aux investisseurs résidant sur le territoire de l'autre État contractant le bénéfice des avantages, exonérations et réductions fiscaux qui, conformément à sa législation fiscale, ne sont accordés qu'aux investisseurs résidant sur son propre territoire.

(6) Les États contractants examinent avec bienveillance, dans le cadre de leur législation interne, les demandes d'entrée et d'autorisation de séjour introduites par des nationaux de l'un des États contractants qui désirent entrer sur le territoire de l'autre État contractant en relation avec un investissement. Il en est de même pour les salariés relevant de l'un des États contractants et qui désirent, en relation avec un investissement, entrer sur le territoire de l'autre État contractant et y séjourner en vue d'exercer une activité rémunérée. Les demandes de permis de travail sont également examinées avec bienveillance.

(7) En cas de transport de biens ou de personnes en relation avec un investissement, un État contractant n'exclut ni n'entrave les entreprises de transport relevant de l'autre État contractant et, en cas de besoin, accorde les autorisations nécessaires aux transports.

Article 4

Compensation des pertes

(1) Les investisseurs d'un État contractant dont les investissements auraient subi des pertes par l'effet d'une guerre ou d'un autre conflit armé, d'une révolution, d'un état d'urgence national ou d'une émeute sur le territoire de l'autre État contractant bénéficient de la part de ce dernier, en ce qui concerne les restitutions, indemnités, compensations ou autres contreparties, d'un traitement qui ne sera pas moins favorable que celui accordé à ses propres investisseurs. De tels versements doivent être librement transférables.

(2) En ce qui concerne les matières réglées par le présent article, les investisseurs de l'un des États contractants jouissent sur le territoire de l'autre du traitement de la nation la plus favorisée.

Article 5

Indemnisation en cas d'expropriation

(1) Les investissements des investisseurs d'un État contractant jouissent sur le territoire de l'autre État contractant d'une protection et d'une sécurité intégrales.

(2) Les investissements des investisseurs d'un État contractant ne peuvent faire l'objet, sur le territoire de l'autre État contractant, directement ou indirectement, d'une expropriation, nationalisation ou d'autres mesures dont les effets seraient équivalents à ceux d'une expropriation ou d'une nationalisation, que pour des raisons d'utilité publique et contre indemnisation. L'indemnité doit correspondre à la valeur qu'avait l'investissement exproprié immédiatement avant la date à laquelle l'expropriation, la nationalisation ou la mesure semblable, effectives ou imminentes, ont été rendues publiques. L'indemnité doit être versée sans délai et produire, jusqu'à la date du versement, des intérêts calculés au taux bancaire usuel; elle doit être effectivement réalisable et librement transférable. Au plus tard au moment de l'expropriation, de la nationalisation ou de l'exécution d'une mesure semblable, il doit être pourvu de façon adéquate à la fixation et au versement de l'indemnité. La légalité de l'expropriation, de la nationalisation ou de la mesure semblable et le montant de l'indemnité doivent pouvoir être vérifiés par une procédure judiciaire ordinaire.

(3) En ce qui concerne les matières réglées par le présent article, les investisseurs de l'un des États contractants jouissent sur le territoire de l'autre du traitement de la nation la plus favorisée.

Article 6

Transferts

(1) Chaque État contractant garantit aux investisseurs de l'autre État contractant le libre transfert des versements effectués en relation avec un investissement, notamment:

- a) du capital et des montants additionnels destinés au maintien ou à l'augmentation de l'investissement;
- b) des revenus;
- c) des versements destinés au remboursement d'emprunts;

d) des recettes tirées de la liquidation ou de l'aliénation, partielle ou totale, de l'investissement;

e) des indemnités prévues à l'article 4 et 5 du présent Accord.

(2) Les transferts visés au paragraphe 1 de l'article 4, au paragraphe 2 de l'article 5, à l'article 6 ou à l'article 7 du présent Accord sont effectués sans délai au cours pratiqué sur le marché à la date du transfert. Est considéré comme effectué "sans délai" au sens de cet article tout transfert qui aura lieu dans le délai normalement nécessaire à l'observation des formalités de transfert. Le délai commence à courir à la date de l'introduction de la demande y afférente et ne doit en aucun cas dépasser deux mois.

(3) A défaut de marché des devises, on applique le taux croisé résultant des cours de change qu'appliquerait le Fonds Monétaire International à la date du versement pour convertir les monnaies respectives en droits de tirage spéciaux.

Article 7 Subrogation

Si un État contractant, en vertu d'une garantie donnée pour un investissement sur le territoire de l'autre État contractant, effectue des versements à ses propres investisseurs, l'autre État contractant, sans préjudice des droits du premier État contractant découlant de l'article 8 du présent Accord, reconnaît la transmission par l'effet de la loi ou d'un contrat, de tous les droits ou revendications de ces investisseurs au premier État contractant. En outre, l'autre État contractant reconnaît la subrogation en faveur du premier État contractant dans tous ces droits et revendications (revendications transmises) que le premier État contractant sera autorisé à exercer dans la même mesure que son prédécesseur. En ce qui concerne le transfert des versements au titre des revendications transmises, les dispositions du paragraphe 1 de l'article 4, du paragraphe 2 de l'article 5 ainsi que de l'article 6 du présent Accord sont applicables mutatis mutandis.

Article 8 Règlement des différends entre États contractants

(1) Les différends entre les États contractants relatifs à l'interprétation ou l'application du présent Accord devraient, autant que possible, être réglés par les gouvernements des deux États contractants par voie diplomatique.

(2) Si un différend ne peut être réglé de cette façon, il est soumis à un tribunal d'arbitrage sur demande de l'un des deux États contractants.

(3) Le tribunal d'arbitrage est constitué ad hoc; chaque État contractant nomme un membre et les deux membres se mettent d'accord pour choisir comme président le ressortissant d'un État tiers qui est nommé par les gouvernements des deux États contractants. Les membres sont nommés dans un délai de deux mois, le président dans un délai de trois mois après que l'un des États contractants a fait savoir à l'autre qu'il désire soumettre le différend à un tribunal d'arbitrage.

(4) Si les délais prévus au paragraphe 3 ne sont pas observés et à défaut d'un autre arrangement, chaque État contractant peut solliciter le Président de la Cour Internationale de Justice pour procéder aux nominations nécessaires. Au cas où le Président est ressortissant de l'un des deux États contractants, ou s'il est empêché pour une autre raison, il appartient au Vice-Président de procéder aux nominations. Si le Vice-Président est, lui aussi, ressortissant de l'un des deux États contractants ou s'il est également empêché, c'est au membre de la Cour suivant immédiatement dans la hiérarchie et qui n'est pas ressortissant de l'un des deux États contractants qu'il appartient de procéder aux nominations.

(5) Le tribunal d'arbitrage statue à la majorité des voix. Ses décisions sont obligatoires. Chaque État contractant prend à sa charge les frais occasionnés par l'activité de son propre arbitre ainsi que les frais de sa représentation dans la procédure devant le tribunal d'arbitrage; les frais du président ainsi que les autres frais sont assumés à parts égales par les deux États contractants. Le tribunal d'arbitrage peut fixer un autre règlement concernant les dépenses. Pour le reste, le tribunal d'arbitrage établit lui-même les règles de sa procédure.

Article 9

Règlement des différends entre l'un des États contractants et les investisseurs de l'autre État contractant

(1) Les différends relatifs à des investissements et survenant entre l'un des États contractants et un investisseur de l'autre État contractant doivent, autant que possible, être réglés à l'amiable entre les parties au différend.

(2) Si un différend ne peut être réglé dans un délai de six mois à compter de la date à laquelle l'une des parties au différend l'a soulevé par notification écrite, il est soumis, au choix de l'investisseur, soit au tribunal compétent de l'État contractant sur le territoire duquel l'investissement est réalisé soit à une procédure d'arbitrage international, conformément aux dispositions du paragraphe 3 ci-dessous.

(3) En cas de recours à une procédure d'arbitrage international, l'investisseur peut demander la saisine

a) soit du Centre International pour le Règlement des Différends relatifs aux Investissements (C.I.R.D.I.) créé par la Convention pour le règlement des différends relatifs aux investissements entre États et ressortissants d'autres États du 18 mars 1965,

b) soit de la cour d'arbitrage de la Chambre de Commerce Internationale,

c) soit d'un tribunal ad hoc d'arbitrage constitué conformément aux règles d'arbitrage de la Commission des Nations Unies pour le Droit Commercial International (CNUDCI).

(4) La sentence arbitrale est obligatoire et ne peut faire l'objet de plaintes ou recours autres que ceux prévus par la Convention susmentionnée. Elle est exécutée conformément au droit national.

(5) Au cours d'une procédure d'arbitrage ou de l'exécution d'une sentence arbitrale, l'État contractant partie au différend ne soulève aucune exception tirée du fait que l'investisseur de l'autre État contractant a été dédommagé partiellement ou intégralement par une assurance.

Article 10

Application de l'Accord

(1) L'application du présent Accord ne dépend pas de l'existence de relations diplomatiques ou consulaires entre les deux États contractants.

(2) Le présent Accord est également applicable aux investissements que des investisseurs de l'un des États contractants ont, en conformité avec la législation de l'autre État contractant, effectués sur le territoire de ce dernier avant l'entrée en vigueur du présent Accord. Toutefois, les dispositions du présent Accord ne s'appliquent pas aux différends et revendications qui sont soulevés avant son entrée en vigueur.

Article 11

Application d'autres dispositions

(1) S'il résulte de la législation d'un État contractant ou d'obligations de droit international qui existent actuellement ou seront fondées à l'avenir entre les États contractants en dehors du présent Accord, une réglementation générale ou particulière qui accorde aux investissements des investisseurs de l'autre État contractant un traitement plus favorable que celui prévu dans le présent Accord, cette réglementation prime le présent Accord dans la mesure où elle est plus favorable.

(2) Chaque État contractant respecte tout autre engagement qu'il a contracté au sujet des investissements, sur son territoire, des investisseurs de l'autre État contractant.

Article 12

Consultations

Au besoin, les représentants des États contractants se consultent au sujet des questions concernant l'application du présent Accord.

Article 13

Entrée en vigueur, durée de validité et expiration de l'Accord

(1) Le présent Accord est ratifié et entre en vigueur un mois après l'échange des instruments de ratification. Il reste en vigueur pendant dix ans et est prolongé par la suite pour une durée illimitée à moins d'être dénoncé par voie diplomatique par l'un des deux États contractants sous réserve d'un préavis de douze mois avant son expiration. À l'expiration de la période de dix ans, le présent Accord peut être dénoncé à tout moment sous réserve d'un préavis de douze mois.

(2) Pour les investissements effectués avant la date d'expiration du présent Accord, les articles 1 à 12 ci-dessus restent encore applicables pendant quinze ans à partir de la date d'expiration du présent Accord.

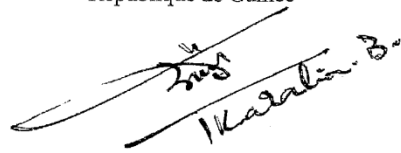
(3) Dès l'entrée en vigueur du présent Accord, le Traité du 19 avril 1962 entre la République fédérale d'Allemagne et la République de Guinée relatif à l'encouragement des investissements de capitaux, le protocole y relatif et l'échange de lettres datant du même jour cessent de produire leurs effets.

Fait à *Berlin* , le *8 novembre 2006* , en double exemplaire en langues française et allemande, les deux textes faisant également foi.

Pour la
République fédérale d'Allemagne



Pour la
République de Guinée



[GERMAN TEXT – TEXTE ALLEMAND]

Abkommen

zwischen

der Bundesrepublik Deutschland

und

der Republik Guinea

über

die gegenseitige Förderung und den gegenseitigen Schutz von Kapitalanlagen

Die Bundesrepublik Deutschland
und
die Republik Guinea
im Folgenden als „die Vertragsstaaten“ bezeichnet -

in dem Wunsch, die wirtschaftliche und unternehmerische Zusammenarbeit zwischen beiden Staaten zu vertiefen,

in dem Bestreben, günstige Bedingungen für Kapitalanlagen von Investoren des einen Staates im Hoheitsgebiet des anderen Staates zu schaffen,

in der Erkenntnis, dass eine Förderung und ein vertraglicher Schutz dieser Kapitalanlagen geeignet sind, die private wirtschaftliche Initiative zu beleben und den Wohlstand beider Länder zu mehren -

haben Folgendes vereinbart:

Artikel 1
Begriffsbestimmungen

Für die Zwecke dieses Abkommens

1. umfasst der Begriff "Kapitalanlagen" Vermögenswerte jeder Art, insbesondere, aber nicht ausschließlich
 - a) Eigentum an beweglichen und unbeweglichen Sachen sowie sonstige dingliche Rechte wie Hypotheken und Pfandrechte,
 - b) Anteilsrechte an Gesellschaften und andere Arten von Beteiligungen an Gesellschaften,

- c) Ansprüche auf Geld, das verwendet wurde, um einen wirtschaftlichen Wert zu schaffen, oder Ansprüche auf Leistungen, die einen wirtschaftlichen Wert haben,
- d) Rechte des geistigen und gewerblichen Eigentums wie insbesondere Urheberrechte, Patente, Gebrauchsmuster, gewerbliche Muster und Modelle, Marken, Handelsnamen, Betriebs- und Geschäftsgeheimnisse, technische Verfahren, Know-how und Goodwill,
- e) öffentlich-rechtliche Konzessionen einschließlich Aufsuchungs- und Gewinnungskonzessionen.

Eine Änderung der Form, in der Vermögenswerte angelegt werden, lässt ihre Eigenschaft als Kapitalanlage unberührt;

- 2. bezeichnet der Begriff "Einkünfte" diejenigen Beträge, die auf eine Kapitalanlage für einen bestimmten Zeitraum anfallen, wie Gewinnanteile, Dividenden, Zinsen, Lizenz- oder andere Entgelte;
- 3. bezeichnet der Begriff "Investor" folgende Personen des jeweiligen Vertragsstaats, die im Rahmen dieses Abkommens im Hoheitsgebiet des anderen Vertragsstaats Kapitalanlagen vornehmen:
 - a) natürliche Personen
 - in Bezug auf die Republik Guinea Guineer im Sinne des Grundgesetzes der Republik Guinea,
 - in Bezug auf die Bundesrepublik Deutschland Deutsche im Sinne des Grundgesetzes der Bundesrepublik Deutschland;
 - b) juristische Personen sowie Handelsgesellschaften oder sonstige Gesellschaften oder Vereinigungen mit oder ohne Rechtspersönlichkeit, die ihren Sitz im Hoheitsgebiet des jeweiligen Vertragsstaats haben, gleichviel, ob ihre Tätigkeit auf Gewinn gerichtet ist oder nicht.

Unbeschadet anderer Verfahren zur Feststellung der Staatsangehörigkeit gilt insbesondere als Staatsangehöriger eines Vertragsstaats jede Person, die einen von den zuständigen Behörden des betreffenden Vertragsstaats ausgestellten nationalen Reisepass besitzt.

4. bezeichnet der Begriff „Hoheitsgebiet“ das Gebiet jedes Vertragsstaats einschließlich des Küstenmeeres sowie die ausschließliche Wirtschaftszone und den Festlandsockel, soweit das Völkerrecht jedem Vertragsstaat die Ausübung von souveränen Rechten oder Hoheitsbefugnissen, insbesondere zum Zweck der Erforschung, Gewinnung und zum Schutz von natürlichen Ressourcen, in diesen Gebieten erlaubt.

Artikel 2

Förderung und Schutz von Kapitalanlagen

- (1) Jeder Vertragsstaat wird in seinem Hoheitsgebiet Kapitalanlagen von Investoren des anderen Vertragsstaats nach Möglichkeit fördern und diese Kapitalanlagen in Übereinstimmung mit seinen Rechtsvorschriften zulassen.
- (2) Jeder Vertragsstaat wird in seinem Hoheitsgebiet Kapitalanlagen von Investoren des anderen Vertragsstaats in jedem Fall gerecht und billig behandeln und ihnen den vollen Schutz des Abkommens gewähren.
- (3) Ein Vertragsstaat wird die Verwaltung, die Erhaltung, den Gebrauch, die Nutzung oder die Verfügung über die Kapitalanlagen von Investoren des anderen Vertragsstaats in seinem Hoheitsgebiet in keiner Weise durch willkürliche oder diskriminierende Maßnahmen beeinträchtigen.
- (4) Einkünfte aus der Kapitalanlage und im Fall ihrer Wiederanlage auch deren Einkünfte genießen den gleichen Schutz wie die Kapitalanlage.

Artikel 3

Inländerbehandlung und Meistbegünstigung

(1) Jeder Vertragsstaat behandelt Kapitalanlagen in seinem Hoheitsgebiet, die im Eigentum oder unter dem Einfluss von Investoren des anderen Vertragsstaats stehen, nicht weniger günstig als Kapitalanlagen der eigenen Investoren oder Investoren dritter Staaten.

(2) Jeder Vertragsstaat behandelt Investoren des anderen Vertragsstaats hinsichtlich ihrer Betätigung im Zusammenhang mit Kapitalanlagen in seinem Hoheitsgebiet nicht weniger günstig als seine eigenen Investoren oder Investoren dritter Staaten. Maßnahmen, die aus Gründen der öffentlichen Sicherheit und Ordnung, der Volksgesundheit oder Sittlichkeit zu treffen sind, gelten nicht als "weniger günstige" Behandlung im Sinne dieses Artikels.

(3) Diese Behandlung bezieht sich nicht auf Vorrechte, die ein Vertragsstaat den Investoren dritter Staaten wegen seiner Mitgliedschaft in einer Zoll- oder Wirtschaftsunion, einem gemeinsamen Markt oder einer Freihandelszone oder wegen seiner Assoziierung damit einräumt.

(4) Die nach diesem Artikel gewährte Behandlung bezieht sich nicht auf Vergünstigungen, die ein Vertragsstaat den Investoren dritter Staaten aufgrund eines Doppelbesteuerungsabkommens oder sonstiger Vereinbarungen über Steuerfragen gewährt.

(5) Dieser Artikel verpflichtet einen Vertragsstaat nicht, steuerliche Vergünstigungen, Befreiungen und Ermäßigungen, die nach den Steuergesetzen nur den in seinem Hoheitsgebiet ansässigen Investoren gewährt werden, auf im Hoheitsgebiet des anderen Vertragsstaats ansässige Investoren auszudehnen.

(6) Die Vertragsstaaten werden im Rahmen ihrer innerstaatlichen Rechtsvorschriften Anträge auf die Einreise und den Aufenthalt von Staatsangehörigen des einen Vertragsstaats, die im Zusammenhang mit einer Kapitalanlage in das Hoheitsgebiet des anderen Vertragsstaats einreisen wollen, wohlwollend prüfen. Das Gleiche gilt für Arbeitnehmer des einen Vertragsstaats, die im Zusammenhang mit einer Kapitalanlage in das Hoheitsgebiet des anderen Vertragsstaats einrei-

sen und sich dort aufhalten wollen, um eine Tätigkeit als Arbeitnehmer auszuüben. Anträge auf Erteilung einer Arbeitsgenehmigung werden ebenfalls wohlwollend geprüft.

(7) Bei Beförderungen von Gütern oder Personen, die im Zusammenhang mit einer Kapitalanlage stehen, wird ein Vertragsstaat die Transportunternehmen des anderen Vertragsstaats weder ausschließen noch behindern und soweit erforderlich Genehmigungen zur Durchführung der Transporte erteilen.

Artikel 4

Entschädigung bei Verlusten

(1) Investoren eines Vertragsstaats, die durch Krieg oder sonstige bewaffnete Auseinandersetzungen, Revolution, Staatsnotstand oder Aufruhr im Hoheitsgebiet des anderen Vertragsstaats Verluste an Kapitalanlagen erleiden, werden von diesem Vertragsstaat hinsichtlich der Rückerstattungen, Abfindungen, Entschädigungen oder sonstigen Gegenleistungen nicht weniger günstig behandelt als seine eigenen Investoren. Solche Zahlungen müssen frei transferierbar sein.

(2) Hinsichtlich der in diesem Artikel geregelten Angelegenheiten genießen die Investoren eines Vertragsstaats im Hoheitsgebiet des anderen Vertragsstaats Meistbegünstigung.

Artikel 5

Entschädigung im Fall von Enteignung

(1) Kapitalanlagen von Investoren eines Vertragsstaats genießen im Hoheitsgebiet des anderen Vertragsstaats vollen Schutz und volle Sicherheit.

(2) Kapitalanlagen von Investoren eines Vertragsstaats dürfen im Hoheitsgebiet des anderen Vertragsstaats nur zum allgemeinen Wohl und gegen Entschädigung direkt oder indirekt enteignet, verstaatlicht oder anderen Maßnahmen unterworfen werden, die in ihren Auswirkungen einer Enteignung oder Verstaatlichung gleichkommen. Die Entschädigung muss dem Wert der enteig-

neten Kapitalanlage unmittelbar vor dem Zeitpunkt entsprechen, in dem die tatsächliche oder drohende Enteignung, Verstaatlichung oder vergleichbare Maßnahme öffentlich bekannt wurde. Die Entschädigung muss unverzüglich geleistet werden und ist bis zum Zeitpunkt der Zahlung mit dem üblichen bankmäßigen Zinssatz zu verzinsen; sie muss tatsächlich verwertbar und frei transferierbar sein. Spätestens im Zeitpunkt der Enteignung, Verstaatlichung oder vergleichbaren Maßnahme muss in geeigneter Weise für die Festsetzung und Leistung der Entschädigung Vorsorge getroffen sein. Die Rechtmäßigkeit der Enteignung, Verstaatlichung oder vergleichbaren Maßnahme und die Höhe der Entschädigung müssen in einem ordentlichen Rechtsverfahren nachgeprüft werden können.

(3) Hinsichtlich der in diesem Artikel geregelten Angelegenheiten genießen die Investoren eines Vertragsstaats im Hoheitsgebiet des anderen Vertragsstaats Meistbegünstigung.

Artikel 6 Transfers

(1) Jeder Vertragsstaat gewährleistet den Investoren des anderen Vertragsstaats den freien Transfer der im Zusammenhang mit einer Kapitalanlage stehenden Zahlungen, insbesondere

a) des Kapitals und zusätzlicher Beträge zur Aufrechterhaltung oder Ausweitung der Kapitalanlage;

b) der Einkünfte;

c) zur Rückzahlung von Darlehen;

d) des Erlöses aus der vollständigen oder teilweisen Liquidation oder Veräußerung der Kapitalanlage;

e) der in Artikel 4 und 5 vorgesehenen Entschädigungen.

(2) Transfers nach Artikel 4 Absatz 1, Artikel 5 Absatz 2, nach diesem Artikel oder Artikel 7 erfolgen unverzüglich zu dem am Tag des Transfers geltenden Marktkurs. Als "unverzüglich" durchgeführt im Sinne dieses Artikels gilt ein Transfer, der innerhalb einer Frist erfolgt, die normalerweise zur Beachtung der Transferförmlichkeiten erforderlich ist. Die Frist beginnt mit der Einreichung eines entsprechenden Antrags und darf unter keinen Umständen zwei Monate überschreiten.

(3) Gibt es keinen Devisenmarkt, so gilt der Kreuzkurs, der sich aus denjenigen Umrechnungskursen ergibt, die der Internationale Währungsfonds zum Zeitpunkt der Zahlungen Umrechnungen der betreffenden Währungen in Sonderziehungsrechte zugrunde legen würde.

Artikel 7

Rechtseintritt

Leistet ein Vertragsstaat seinen Investoren Zahlungen aufgrund einer Gewährleistung für eine Kapitalanlage im Hoheitsgebiet des anderen Vertragsstaats, so erkennt dieser andere Vertragsstaat, unbeschadet der Rechte des erstgenannten Vertragsstaats aus Artikel 8, die Übertragung aller Rechte oder Ansprüche dieser Investoren kraft Gesetzes oder aufgrund Rechtsgeschäfts auf den erstgenannten Vertragsstaat an. Ferner erkennt der andere Vertragsstaat den Eintritt des erstgenannten Vertragsstaats in alle diese Rechte oder Ansprüche (übertragene Ansprüche) an, welche der erstgenannte Vertragsstaat in demselben Umfang wie sein Rechtsvorgänger ausüben berechtigt ist. Für den Transfer von Zahlungen aufgrund der übertragenen Ansprüche gelten Artikel 4 Absatz 1 und Artikel 5 Absatz 2 sowie Artikel 6 entsprechend.

Artikel 8

Beilegung von Streitigkeiten zwischen den Vertragsstaaten

(1) Streitigkeiten zwischen den Vertragsstaaten über die Auslegung oder Anwendung dieses Abkommens sollen, soweit möglich, durch die Regierungen der beiden Vertragsstaaten auf diplomatischem Weg beigelegt werden.

(2) Kann eine Streitigkeit auf diese Weise nicht beigelegt werden, so ist sie auf Verlangen eines der beiden Vertragsstaaten einem Schiedsgericht zu unterbreiten.

(3) Das Schiedsgericht wird von Fall zu Fall gebildet, indem jeder Vertragsstaat ein Mitglied bestellt und beide Mitglieder sich auf den Angehörigen eines dritten Staates als Obmann einigen, der von den Regierungen der beiden Vertragsstaaten zu bestellen ist. Die Mitglieder sind innerhalb von zwei Monaten, der Obmann innerhalb von drei Monaten zu bestellen, nachdem der eine Vertragsstaat dem anderen mitgeteilt hat, dass er die Streitigkeit einem Schiedsgericht unterbreiten will.

(4) Werden die in Absatz 3 genannten Fristen nicht eingehalten, so kann in Ermangelung einer anderen Vereinbarung jeder Vertragsstaat den Präsidenten des Internationalen Gerichtshofs bitten, die erforderlichen Ernennungen vorzunehmen. Besitzt der Präsident die Staatsangehörigkeit einer der beiden Vertragsstaaten oder ist er aus einem anderen Grund verhindert, so soll der Vizepräsident die Ernennungen vornehmen. Besitzt auch der Vizepräsident die Staatsangehörigkeit eines der beiden Vertragsstaaten oder ist auch er verhindert, so soll das im Rang nächstfolgende Mitglied des Gerichtshofs, das nicht die Staatsangehörigkeit eines der beiden Vertragsstaaten besitzt, die Ernennungen vornehmen.

(5) Das Schiedsgericht entscheidet mit Stimmenmehrheit. Seine Entscheidungen sind bindend. Jeder Vertragsstaat trägt die Kosten seines Mitglieds sowie seiner Vertretung in dem Verfahren vor dem Schiedsgericht; die Kosten des Obmanns sowie die sonstigen Kosten werden von den beiden Vertragsstaaten zu gleichen Teilen getragen. Das Schiedsgericht kann eine andere Kostenregelung treffen. Im Übrigen regelt das Schiedsgericht sein Verfahren selbst.

Artikel 9

Beilegung von Streitigkeiten zwischen einem Vertragsstaat und den Investoren des anderen Vertragsstaats

(1) Streitigkeiten in Bezug auf Kapitalanlagen zwischen einem Vertragsstaat und einem Investor des anderen Vertragsstaats sollen, soweit möglich, zwischen den Streitparteien gütlich beigelegt werden.

(2) Kann die Streitigkeit innerhalb einer Frist von sechs Monaten ab dem Zeitpunkt ihrer schriftlichen Geltendmachung durch eine der beiden Streitparteien nicht beigelegt werden, so wird sie auf Verlangen des Investors entweder dem zuständigen Gericht des Vertragsstaats, in dessen Hoheitsgebiet die Kapitalanlage getätigt wurde, unterbreitet oder einem internationalen Schiedsverfahren gemäß Absatz 3 unterworfen.

(3) Im Falle eines internationalen Schiedsverfahrens wird die Streitigkeit auf Verlangen des Investors entweder

a) dem nach dem Übereinkommen vom 18. März 1965 zur Beilegung von Investitionsstreitigkeiten zwischen Staaten und Angehörigen anderer Staaten geschaffenen Internationalen Zentrum zur Beilegung von Investitionsstreitigkeiten (ICSID) oder

b) dem Schiedsgerichtshof der Internationalen Handelskammer oder

c) einem gemäß den Schiedsregeln der Kommission der Vereinten Nationen für internationales Handelsrecht (UNCITRAL) geschaffenen Schiedsgericht unterbreitet.

(4) Der Schiedsspruch ist bindend und unterliegt keinen anderen als dem in dem genannten Übereinkommen vorgesehenen Rechtsmitteln oder sonstigen Rechtsbehelfen. Der Schiedsspruch wird nach innerstaatlichem Recht vollstreckt.

(5) Der an der Streitigkeit beteiligte Vertragsstaat wird während eines Schiedsverfahrens oder der Vollstreckung eines Schiedsspruchs nicht als Einwand geltend machen, dass der Investor des

anderen Vertragsstaats eine Entschädigung für einen Teil des Schadens oder den Gesamtschaden aus einer Versicherung erhalten hat.

Artikel 10

Anwendungsbereich des Abkommens

(1) Dieses Abkommen gilt unabhängig davon, ob zwischen den Vertragsstaaten diplomatische oder konsularische Beziehungen bestehen.

(2) Dieses Abkommen gilt auch für Kapitalanlagen, die Investoren des einen Vertragsstaats in Übereinstimmung mit den Rechtsvorschriften des anderen Vertragsstaats in dessen Hoheitsgebiet schon vor dem Inkrafttreten dieses Abkommens vorgenommen haben. Die Bestimmungen dieses Abkommens gelten jedoch nicht für Streitigkeiten oder Forderungen, die bereits vor dessen Inkrafttreten geltend gemacht wurden.

Artikel 11

Anwendung anderer Bestimmungen

(1) Ergibt sich aus den Rechtsvorschriften eines Vertragsstaats oder aus völkerrechtlichen Verpflichtungen, die neben diesem Abkommen zwischen den Vertragsstaaten bestehen oder in Zukunft begründet werden, eine allgemeine oder besondere Regelung, durch die den Kapitalanlagen der Investoren des anderen Vertragsstaats eine günstigere Behandlung als nach diesem Abkommen zu gewähren ist, so geht diese Regelung dem vorliegenden Abkommen insoweit vor, als sie günstiger ist.

(2) Jeder Vertragsstaat wird jede andere Verpflichtung einhalten, die er in Bezug auf Kapitalanlagen von Investoren des anderen Vertragsstaats in seinem Hoheitsgebiet übernommen hat.

Artikel 12
Konsultationen

Falls erforderlich werden die Repräsentanten der Vertragsstaaten zu Fragen der Anwendung des Abkommens Konsultationen führen.

Artikel 13
Inkrafttreten, Geltungsdauer und Außerkrafttreten des Abkommens

(1) Dieses Abkommen bedarf der Ratifikation und tritt einen Monat nach Austausch der Ratifikationsurkunden in-Kraft. Es bleibt zehn Jahre lang in Kraft; nach deren Ablauf verlängert sich die Geltungsdauer auf unbegrenzte Zeit, sofern nicht einer der beiden Vertragsstaaten das Abkommen mit einer Frist von zwölf Monaten vor Ablauf auf diplomatischem Weg schriftlich kündigt. Nach Ablauf von zehn Jahren kann das Abkommen jederzeit mit einer Frist von zwölf Monaten gekündigt werden.

(2) Für Kapitalanlagen, die bis zum Zeitpunkt des Außerkrafttretens dieses Abkommens vorgenommen worden sind, gelten die vorstehenden Artikel noch für weitere fünfzehn Jahre vom Tag des Außerkrafttretens des Abkommens an.

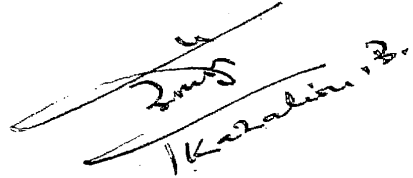
(3) Mit Inkrafttreten dieses Abkommens tritt der Vertrag vom 19. April 1962 zwischen der Bundesrepublik Deutschland und der Republik Guinea über die Förderung von Kapitalanlagen, das dazugehörige Protokoll und der Briefwechsel mit gleichem Datum außer Kraft.

Geschehen zu Berlin am 8. November 2006 in zwei Urschriften, jede in deutscher und französischer Sprache, wobei jeder Wortlaut verbindlich ist.

Für die
Bundesrepublik Deutschland



Für die
Republik Guinea



[TRANSLATION – TRADUCTION]

AGREEMENT BETWEEN THE FEDERAL REPUBLIC OF GERMANY AND THE
REPUBLIC OF GUINEA ON THE MUTUAL PROMOTION AND PROTECTION
OF INVESTMENTS

The Federal Republic of Germany and the Republic of Guinea, hereinafter referred to as “the contracting States”,

Desiring to strengthen economic and industrial cooperation between the two States,

Intending to create favourable conditions for investments by investors of either State in the territory of the other State,

Recognizing that the promotion and contractual protection of such investments are likely to stimulate private business initiative and increase the prosperity of both nations,

Have agreed as follows:

Article 1. Definitions

For the purposes of this Agreement:

1. The term “investments” comprises all categories of property, including but not limited to:
 - (a) movable and immovable property as well as any other real rights, such as mortgages and pledges;
 - (b) shares in companies and other forms of participation in companies;
 - (c) claims to money that has been used to generate an economic value or claims to services having an economic value;
 - (d) intellectual and industrial property rights, in particular copyrights, patents, utility models, industrial designs, trademarks, trade names, trade and business secrets, technical processes, know-how and goodwill;
 - (e) business concessions under public law, including exploration and exploitation concessions.

Any changes in the form in which assets are invested shall not affect their classification as investments.

2. The term “returns” means the amounts yielded by an investment for a specified period, such as profit, dividends, interest, royalties or other remuneration.

3. The term “investor” means the following persons in one of the contracting States who, under the present Agreement, make investments in the territory of the other State:

- (a) Natural persons:

-with respect to the Republic of Guinea, Guineans within the meaning of the Basic Law of the Republic of Guinea,

-with respect to the Federal Republic of Germany, Germans within the meaning of the Basic Law of the Federal Republic of Germany;

- (b) Legal persons and commercial or other companies or associations, with or without legal personality, which have their headquarters in the territory of one of the contracting States, regardless of whether or not their business is intended to make a profit.

Without prejudice to other methods of determining nationality, a person shall be deemed to be a national of a contracting State if he or she holds a national passport issued by the competent authorities of that contracting State.

4. The term “territory” means the national territory of each contracting State, including the territorial waters, the exclusive economic zone and the continental shelf, insofar as international law permits each contracting State to exercise sovereign rights or jurisdiction in these territories, in particular for the purpose of exploration, exploitation and conservation of natural resources.

Article 2. Promotion and protection of investments

(1) Each contracting State shall, to the extent possible, promote investments by investors of the other contracting State in its territory and shall admit such investments in accordance with its laws.

(2) Each contracting State shall treat the investments of investors of the other contracting State in a fair and equitable manner and afford them the full protection provided for by this Agreement.

(3) Neither contracting State shall in any way impair the management, maintenance, use, enjoyment or disposal of investments in its territory by investors of the other contracting State through arbitrary or discriminatory measures.

(4) Returns from the investment, and, in the event of their reinvestment, the returns therefrom, shall enjoy the same protection as the investment.

Article 3. National treatment and most-favoured nation treatment

(1) Neither contracting State shall subject investments in its territory owned or controlled by investors of the other contracting State to treatment less favourable than that accorded to investments of its own investors or investors of third States.

(2) Neither contracting State shall subject investors of the other contracting State to treatment less favourable than that accorded to its own investors or to investors of third States in respect of any activity carried on by them in connection with investments in its territory. Measures that have to be taken for reasons of public security and order, public health or morality shall not be deemed “treatment less favourable” within the meaning of this article.

(3) Such treatment shall not extend to privileges granted by either contracting State to investors of third States on account of its membership in a customs or economic union, a common market or a free trade area.

(4) The treatment granted under this article shall not extend to privileges granted by either contracting State to investors of third States by virtue of a double taxation agreement or other agreements regarding matters of taxation.

(5) The provisions of this article do not obligate a contracting State to extend tax privileges, exemptions and relief accorded only to investors resident in its territory in accordance with its tax laws also to investors resident in the territory of the other contracting State.

(6) The contracting States shall, within the framework of their national legislation, give sympathetic consideration to applications for the entry and residence of nationals of either contracting State who wish to enter the territory of the other contracting State in connection with an investment. The same shall apply to employees of one of the contracting States who wish to enter the territory of the other contracting State in connection with an investment and reside there for the purpose of taking up employment. Applications for work permits shall also be given sympathetic consideration.

(7) Whenever goods or persons connected with the making of investments are to be transported, each contracting State shall neither exclude nor hinder transport enterprises of the other contracting State and shall issue permits as required to carry out such transport.

Article 4. Compensation for losses

(1) Investors of either contracting State whose investments suffer losses in the territory of the other contracting State owing to war or other armed conflict, revolution, state of national emergency or revolt shall be accorded by the other contracting State treatment no less favourable than that which that State accords to its own investors as regards restitution, indemnification, compensation or other consideration. Such payments shall be freely transferable.

(2) Investors of either contracting State shall enjoy most-favoured nation treatment in the territory of the other contracting State in respect of the matters provided for in this article.

Article 5. Compensation in the event of expropriation

(1) Investments by investors of either contracting State shall enjoy full protection and security in the territory of the other contracting State.

(2) Investments by investors of either contracting State shall not be directly or indirectly expropriated, nationalized, or subjected to any other measure whose effects would be tantamount to expropriation or nationalization in the territory of the other contracting State, except for the public benefit and against compensation. Compensation shall be equivalent to the value of the investment expropriated immediately before the date on which the actual or impending expropriation, nationalization or similar measure was publicly announced. The compensation shall be paid without delay and shall carry the usual bank interest until the time of payment; it shall be actually realizable and freely transferable. No later than the time of expropriation, nationalization or similar action, adequate provision shall have been made for the determination and payment of compensation. The legality of any such expropriation, nationalization or comparable measure and the amount of compensation shall be subject to review by due process of law.

(3) Investors of either contracting State shall enjoy most-favoured nation treatment in the territory of the other contracting State in respect of the matters provided for in this article.

Article 6. Transfers

(1) Each contracting State shall guarantee to investors of the other contracting State the free transfer of payments in connection with an investment, in particular payments:

- (a) of the principal and additional amounts to maintain or increase the investment;
- (b) of the returns;
- (c) in repayment of loans;
- (d) of the proceeds from the liquidation or sale of all or part of the investment;
- (e) of the compensation provided for in articles 4 and 5 of this Agreement.

(2) Transfers under articles 4 (1), 5 (2), 6 and 7 of this Agreement shall be made without delay at the market rate of exchange applicable on the date of the transfer. For the purposes of this article, a transfer shall be deemed to have been made “without delay” if it is effected within such period as is normally required for the completion of transfer formalities. The said period shall commence on the day on which the relevant request has been submitted and may on no account exceed two months.

(3) If there is no foreign exchange market, the cross rate shall apply, which is derived from the rates that would be applied by the International Monetary Fund on the date of payment for conversion of the currencies concerned into special drawing rights.

Article 7. Subrogation

If one of the contracting States makes a payment to its investors under a guarantee given in respect of an investment in the territory of the other contracting State, the latter contracting State shall, without prejudice to the rights of the former contracting State under article 8 of the present agreement, recognize the assignment, whether by operation of law or pursuant to a legal transaction, of any right or claim of those investors to the former contracting State. The latter contracting State shall also recognize the subrogation of the former contracting State to any such right or claim (assigned claims) which that contracting State shall be entitled to assert to the same extent as its predecessor in title. Articles 4 (1), 5 (2) and 6 shall apply mutatis mutandis to the transfer of payments by virtue of the assigned claims.

Article 8. Settlement of disputes between the contracting States

(1) Disputes between the contracting States concerning the interpretation or application of this Agreement shall, as far as possible, be settled by the Governments of the two contracting States through diplomatic channels.

(2) If a dispute cannot be settled in this manner, it shall be submitted to an arbitral tribunal at the request of one of the two contracting States.

(3) The arbitral tribunal shall be constituted ad hoc; each contracting State shall appoint one member, and these two members shall agree upon a national of a third State as their chairperson, to be appointed by the Governments of the two contracting States. The members shall be appointed within two months, and the chairperson within three months from the date on which one of the contracting States has notified the other contracting State that it intends to submit the dispute to an arbitral tribunal.

(4) If the time limits specified in paragraph 3 above have not been observed, either contracting State may, in the absence of any other arrangement, invite the President of the International Court of Justice to make the necessary appointments. If the President is a national of one of the contracting States or if he or she is otherwise prevented from doing so, the Vice-President shall make the necessary appointments. If the Vice-President is also a national of one of the contracting States or is also prevented from discharging the said function, the member of the Court next in seniority who is not a national of either contracting State shall make the necessary appointments.

(5) The arbitral tribunal shall reach its decisions by a majority of votes. Its decisions shall be binding. Each contracting State shall bear the cost of its own member and of its representatives in the arbitral proceedings; the cost of the chairperson and other costs shall be borne in equal parts by the two contracting States. The arbitral tribunal may make a different regulation concerning costs. In all other respects, the arbitral tribunal shall determine its own procedure.

Article 9. Settlement of disputes between a contracting State and investors of the other contracting State

(1) Investment disputes between a contracting State and an investor of the other contracting State shall, as far as possible, be settled amicably between the parties to the dispute.

(2) If the dispute cannot be settled within six months of the date when it is raised by one of the parties to the dispute in a written notification, the investor concerned may choose to submit the dispute to either the competent court of the contracting State in whose territory the investment was made or to international arbitration proceedings in accordance with paragraph 3 above.

(3) In the case of international arbitration proceedings, the investor may choose to refer the dispute to:

- (a) the International Centre for Settlement of Investment Disputes established under the Convention on the Settlement of Investment Disputes between States and Nationals of Other States of 18 March 1965
- (b) the Court of Arbitration of the International Chamber of Commerce, or
- (c) an ad hoc arbitration tribunal established in accordance with the Arbitration Rules of the United Nations Commission on International Trade Law (UNCITRAL).

(4) The arbitration award shall be binding and shall not be subject to any appeal or remedy other than those provided for in the above-mentioned Convention. The award shall be enforced in accordance with domestic law.

(5) During arbitration proceedings or the enforcement of an award, the contracting State involved in the dispute shall not raise the objection that the investor of the other contracting State has received compensation under an insurance contract in respect of all or part of the damage.

Article 10. Application of the Agreement

(1) The application of this Agreement shall not be dependent on the existence of diplomatic or consular relations between the two contracting States.

(2) This Agreement shall also apply to investments made by investors of one of the contracting States in the territory of the other contracting State in accordance with the laws of the

latter before the entry into force of this Agreement. However, the provisions of this Agreement shall not apply to disputes and claims arising before its entry into force.

Article 11. Application of other provisions

(1) If the laws of a contracting State or obligations under international law that currently exist or are established in the future between the contracting States outside this Agreement provide for general or special treatment of investments of investors of the other contracting State that is more favourable than that provided for in this Agreement, such general or special treatment shall, to the extent that it is more favourable, prevail over this Agreement.

(2) Each contracting State shall respect any other commitments it has entered into with respect to investments in its territory by investors of the other contracting State.

Article 12. Consultations

Representatives of the contracting States shall consult with each other, as necessary, on matters relating to the operation of this Agreement.

Article 13. Entry into force, duration and termination of the Agreement

(1) This Agreement shall be ratified and enter into force one month after the exchange of instruments of ratification. It shall remain in force for 10 years and shall be extended thereafter for an unlimited period unless it is terminated through diplomatic channels by one of the contracting States subject to 12 months' notice before its expiration. At the expiration of the 10-year period, this Agreement may be terminated at any time with 12 months' notice.

(2) For investments made prior to the date of expiration of this Agreement, articles 1 to 12 above shall continue to apply for a period of 15 years from the date of expiration of this Agreement.

(3) Upon the entry into force of this Agreement, the Treaty of 19 April 1962 between the Federal Republic of Germany and the Republic of Guinea on the Encouragement of Capital Investments, the Protocol thereto and the exchange of letters of the same date shall cease to have effect.

(4)

DONE at Berlin on 8 November 2006 in duplicate in the French and German languages, both texts being equally authentic.

For the Federal Republic of Germany:

[SIGNED]

For the Republic of Guinea:

[SIGNED]